

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

[illegible]

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

<i>Acheteur</i>

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)
Direction des Routes Île-de-France (DiRIF)

<i>Objet du marché</i>

<p align="center">Prestations de communication pour les besoins de la Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)</p>

Marché sur appel d'offres ouvert, passé en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 du CCP et sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de mars 2025 (mois zéro).

<i>Code CPV Principal</i>
79341100-7
<i>Minimum – Maximum annuel</i>
Minimum : 100 000,00 € H.T.
Maximum : 1 500 000,00 € H.T.
<i>Imputation</i>
Code ministère : 223
Programme : 203
<i>Numéro d'engagement</i>

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

L'acte d'engagement comporte 14 pages et les annexes n°1 et 2.

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Représentant de l'acheteur

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation de Monsieur le Préfet de Région d'Île-de-France, Préfet de Paris (arrêté n°IDF-2023-04-19-00003 du 19/04/2023)

Personne habilitée à donner les renseignements

Prévus à l'article 2191-60 et 61 du CCP

Monsieur le directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Directeur des Routes d'Île-de-France

Ordonnateur

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation de Monsieur le Préfet de Région d'Île-de-France, Préfet de Paris (arrêté n°IDF-2023-04-04-00003 du 19/04/2023)

Comptable public assignataire

Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques du Val de Marne

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

☐ **Je soussigné,**

Nom et prénom :													
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :													
Domicilié à :													
Tel. :							Fax :						
Courriel :													
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)													
Au capital de :													
Ayant son siège à :													
Tel. :							Fax :						
Courriel :													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :													
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :													

☐ **Nous soussignés,**

Cotraitant 1													
Nom et prénom :													
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :													
Domicilié à :													
Tel. :							Fax :						
Courriel :													
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)													
Au capital de :													
Ayant son siège à :													
Tel. :							Fax :						
Courriel :													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :													
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :													

Cotraitant 2

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. : Fax :

Courriel :

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. : Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :

Cotraitant 3

Nom et prénom :

☐ **Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :**

Domicilié à :

Tel. : Fax :

Courriel :

☐ **Agissant pour le nom et le compte de la Société :** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. : Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription ☐ au répertoire des métiers **ou** ☐ au registre du commerce et des sociétés :

après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du CCP ;

☐ **m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-8-7 et 1-8-8 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations **du présent marché** dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-8-7 et 1-8-8 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations **du présent marché** dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-8-7 et 1-8-8 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les **du présent marché** dans les conditions ci-après définies et selon la répartition des prestations précisée en annexe au présent acte d'engagement.

Le mandataire du groupement conjoint **est solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution de l'accord-cadre.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

ARTICLE 2. PRESTATIONS ET PRIX

2-1. Montant de l'accord-cadre

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 5.3 du CCAP.

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les minima et maxima de l'accord-cadre à bons de commande sont fixés ainsi :

Période	Minimum HT	Maximum HT
Ferme	100 000,00 €	1 500 000,00 €
Reconduction n°1	100 000,00 €	1 500 000,00 €
Reconduction n°2	100 000,00 €	1 500 000,00 €
Reconduction n°3	100 000,00 €	1 500 000,00 €

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réalisées, des prix du bordereau des prix du présent marché.

☐ **Groupement conjoint**

Le détail des prestations exécutées par chacun des membres du **groupement conjoint** est joint en annexe au présent acte d'engagement.

2-2. Montant sous-traité

2-2.1. Montant sous-traité désigné au marché

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le(s) formulaire(s) DC4 (*téléchargeable sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>*) annexés au présent acte d'engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par des sous-traitants, leurs noms et leurs conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

2-2-2. Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai/nous pourrons** présenter en nantissement ou céder sera limité au montant de chaque bon de commande diminué, éventuellement, de la part sous-traitée ou pour le montant minimum du marché.

ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION

3-1. Durée de l'accord-cadre

La durée de la période ferme de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification.

Le marché pourra être reconduit de manière tacite selon la périodicité suivante :

Période	Durée
Reconduction n° 1	12 mois
Reconduction n° 2	12 mois
Reconduction n° 3	12 mois

Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Si l'acheteur décide de ne pas reconduire le marché, il devra prévenir le titulaire dans un délai de 2 mois avant la fin de la période.

La non-reconduction du marché par l'acheteur ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

3-2. Durée et délai d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans les bons de commande.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 4 mois.

ARTICLE 4. PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes de l'accord-cadre sont spécifiées à l'article 5.2 du CCAP.

Entreprise unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :																					
à :																					
au nom de :																					
sous le numéro :						clé RIB :															
code banque :						code guichet :															
IBAN																					
BIC (par SWIFT)																					

☐ Les soussignés prestataires groupés solidaires, autres que les mandataires, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des prestataires groupés solidaires.

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement solidaire à comptes séparés**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

[illegible]

Cotraitant 2	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
code guichet :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 3	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
code guichet :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement conjoint**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 2	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 3	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Versement de l'avance

Concernant le versement de l'avance prévu l'article 5.1 du CCAP :

☐ **Entreprise unique**

Le titulaire désigné ci-devant :

☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-1 du CCAP.

☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-1 du CCAP.

☐ **Groupement solidaire à comptes séparés**

N° du cotraitant	Avance prévue à l'article 5-1 du CCAP	
1	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir

☐ **Groupement conjoint**

N° du cotraitant	Avance prévue à l'article 5-1 du CCAP	
1	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> refusent de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir

Fait en un seul original

à : le :

Signature(s) électronique (s) de l'/des entreprise(s) :

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le représentant de l'acheteur

à :

le :

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

Le **titulaire** / **mandataire du groupement** :

Reçu le l'accusé de réception de la notification du marché
du **titulaire** / **mandataire du groupement** destinataire.

Pour le représentant de l'acheteur,

à :

le :

❏ ANNEXE N°1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

RELATIVE AUX CLAUSES SOCIALES

Le titulaire,

Représenté par : Nom du signataire :

Prénom :

Qualité :

- Déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment de l'article 1.8.3.1 – *Clauses sociales* relatif à l'action obligatoire d'insertion.
- S'engage à réserver, dans le cadre de l'exécution du marché, un nombre d'heures de travail au moins égal à celui indiqué à l'article 1.8.3.1.3 – *Objectif d'insertion* du cahier des clauses administratives particulières à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- S'engage à prendre l'attache de l'EPEC, facilitateur désigné par l'acheteur, afin de préciser ou de définir les modalités de mise en œuvre des clauses sociales. Un plan d'action prévisionnel devra être élaboré à cet effet et validé par l'EPEC.
- S'engage à fournir, à la demande du représentant de l'acheteur et dans un délai qui lui sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

Fait à

Le

Le Titulaire

(Signature et cachet)

**❑ ANNEXE N°2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE
GROUPEMENT CONJOINT**

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire - Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N°2		
N°3		